

Sommaire

p.1. Focus

France, terre d'écueils

p.2. Actu

La Semaine de la Solidarité Internationale

Université d'Été de la Solidarité Internationale - édition 2014
Prix Pinocchio

Actu web - Observatoire des multinationales

Actualités des membres

p.7. Portrait

Peuples Solidaires

p.8. Débats

5ème rapport du GIEC

p.9. Publications

p.10. Agenda



Le CRID, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement, est un collectif de 54 associations françaises de solidarité internationale, partageant une même conception du développement humain, solidaire et durable passant par le renforcement des sociétés civiles.

France, terre d'écueils

Nous entrons dans une période électorale en France.

Désormais, chaque intervention des acteurs de l'opinion, de la politique ou de l'action publique ne sera pas forcément débattue sur ce qu'elle porte comme valeurs ou apporte comme propositions, mais sur ce qu'elle sera susceptible d'apporter, ou de retirer, comme eau au moulin du Front national. Ce parti ne dirige encore aucun exécutif puissant, mais il dirige déjà le débat public, comme si on lui reconnaissait le droit d'imposer le seul prisme valable pour traiter des sujets de société.

Comme si la seule façon de parler des Roms en France - 20 000 personnes en France - consistait à devoir se positionner sur l'échelle de leur « assimilabilité » de groupe supposée, préjugée, fantasmée. Comme si la seule indignation autorisée était celle du ras-le-bol fiscal, à l'heure du désengagement de l'action publique dans la plupart des domaines non régaliens.

Comme si la principale question posée à la société, suite à l'interpellation d'une jeune fille de 15 ans lors d'une sortie scolaire en vue de son expulsion vers le Kosovo avec sa famille, était de savoir si la maréchaussée avait respecté la procédure.

Comme s'il était acceptable de considérer le décompte des reconduites à la frontière comme un indicateur de réussite de la politique migratoire, en niant l'échec de cette politique que révèle le décompte monstrueux et honteux des morts en Méditerranée.

Le plus stupéfiant, c'est que ce prisme rabougri est utilisé par nombre de responsables des exécutifs pour décider des mesures à prendre. Tout cela, nous dit-on sans voir le paradoxe, pour juguler le vote à l'extrême droite et réduire son influence dans la vie politique française.

Nous ne cautionnons pas les anathèmes et les frilosités qui mettent les valeurs au

second plan de l'expression publique. La période pré-électorale qui s'ouvre doit être l'occasion de sortir de ce prisme mortifère, que l'on retrouve décliné dans toute l'Europe, en imposant les valeurs comme boussole. Que l'on compte sur nous pour cela en tout cas.

Alors oui, nous parlons des Roms en Europe comme d'une population en grande précarité sociale et en insécurité de résidence, parmi d'autres personnes, des millions dans ce pays et des centaines de millions dans ce monde, coincées dans une spirale d'exclusion sociale qu'il faut casser.

Nous soutenons les lycéens qui s'indignent de l'expulsion du territoire de deux jeunes scolarisés. Et nous n'avons aucun état d'âme à dire que, lorsqu'une loi suscite l'indignation parce qu'elle produit des comportements iniques quand on l'applique, c'est qu'elle est à changer. Nous réclamons la mise en oeuvre effective de droits humains fondamentaux, comme le fait le DAL sans relâche sur le logement, ce qui a valu à ses militants des coups de la part des forces de l'ordre totalement injustifiables.

Nous cherchons à débattre et à promouvoir des alternatives dans la production, la consommation, les relations internationales, les migrations, l'utilisation des ressources naturelles, la finance, la réduction des inégalités, la participation et la démocratie, qui permettront de choisir la transition plutôt que de subir les récessions.

Nous donnons à voir les possibles pour la sortie de la crise climatique à Alternatiba (Bayonne, 5 et 6 octobre derniers), et nous déclinons nos indignations positives au service des droits fondamentaux comme pendant la Semaine de la solidarité internationale.

Par là, nous ne faisons pas le jeu de la xénophobie, du racisme, de la stigmatisation des pauvres ou de la peur de l'autre, nous faisons le jeu de la démocratie.



Actu du CRID

16ème édition de la Semaine de la solidarité internationale : le compte à rebours est lancé !

Nous sommes aujourd'hui à **J-21 avant le lancement** de cette nouvelle édition de la Semaine de la solidarité internationale. Du 16 au 24 novembre 2013, la Semaine de la solidarité internationale relayera **l'indignation de plus de 500 000 Français face au déni des droits humains fondamentaux** dans notre pays, en Europe et dans le monde.

Grande nouveauté cette année : un événement de lancement national à Paris !

Pour faire entendre les voix d'une indignation positive et mettre en lumière la Semaine auprès des médias nationaux, nous organisons une **exposition de photographies sur les droits fondamentaux**, avec Reza (rezaphotography.org), photjournaliste, parrain de cette 16ème édition. Elle se tiendra du 15 au 20 novembre 2013, sur le parvis de l'Hôtel de ville de Paris.

Vous aussi, vous pouvez lancer cette 16ème édition et nous aider ainsi à valoriser tous les acteurs qui portent et font la Semaine depuis des années, en soutenant l'exposition « DroitS à l'essentiel ».

Soutenez l'exposition « DroitS à l'essentiel » !

Pour mener à bien ce projet, nous avons besoin du soutien de tous nos sympathisants ! **Nous vous invitons à jouer un rôle actif dans la réussite de ce grand projet**, qui permettra de donner à voir ce qu'est la solidarité internationale aujourd'hui !

Pour nous aider et participer à l'exposition « DroitS à l'essentiel », rien de plus simple !

Nous vous donnons rendez-vous sur le site de financement participatif Ulule : <http://fr.ulule.com/droitsa-lessentiel/>

Chaque don est important, et l'enjeu est grand ! C'est la multiplicité des soutiens et des petites sommes d'argent qui nous permettra d'atteindre ensemble notre objectif de 5 600 €, afin de mettre en œuvre et produire l'exposition concrètement.

Pourquoi Ulule ?

Parce que c'est un site de financement participatif dont l'utilisation est simple et qui fait appel à la mobilisation des citoyens que nous sommes tous.

Le principe : on se donne un objectif de collecte, on fait appel aux citoyens. Si l'objectif est atteint, ça contribue à financer le projet. Si non chacun récupère sa mise !

Quand vous êtes sur la page <http://fr.ulule.com/droitsa-lessentiel/>, vous n'avez plus qu'à :

- 1/ Choisir le montant du don pour lequel vous êtes prêt à nous soutenir,
- 2/ Créer votre compte (obligatoire pour pouvoir continuer),
- 3/ Suivre les étapes à l'écran.

Mais la Semaine, c'est aussi 7000 animations partout en France portées par 12 000 bénévoles !

Depuis 16 ans, la Semaine de la Solidarité Internationale est un vaste mouvement populaire qui permet chaque année, dans 500 villes de France, d'**en savoir plus sur l'actualité de celles et ceux qui font progresser les droits humains**. En 2013, année européenne des Citoyens, elle offre à nouveau de s'engager aux côtés de ceux qui font vivre les solidarités.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de la Semaine : www.lasemaine.org





Actu du CRID

Université d'Été de la Solidarité Internationale



Le CRID, la CASI Bretagne et leurs membres sont heureux de vous inviter à :

La 8ème édition de l'Université d'Été de la Solidarité Internationale !

Du 2 au 5 juillet 2014

A Rennes, en Bretagne

N'hésitez pas à réserver dès maintenant cette date dans vos agendas, car nous vous attendons nombreuses et nombreux pour cette édition qui sera placée sous le thème des transitions et des alternatives :

Bien vivre ensemble, c'est possible !

Des alternatives pour des transitions solidaires.

Les comités de pilotages nationaux et régionaux sont déjà à l'œuvre pour préparer un programme motivant et motivé, durant ces 4 jours de formations, de discussions, de rencontres et de fêtes. Une première rencontre pour échanger sur vos propositions de modules et ateliers est prévue le **12 décembre de 14h30 à 18h**. Nous vous enverrons un prochain message pour vous indiquer le lieu de cette rencontre importante dans la préparation de l'UESI 2014.

N'oubliez pas non plus que **vous pouvez inscrire votre participation à l'Université d'Été dans le cadre de la formation professionnelle**, pour pouvoir bénéficier d'un financement. Pour tout renseignements sur cette question contactez Emilie Souchaud :

e.souchaud@crid.asso.fr / 01 44 72 89 72

En attendant d'en savoir plus vous pouvez déjà commencer à en parler autour de vous !



Actu du CRID

Prix Pinocchio 2013

Prix Pinocchio 2013 : le vote est lancé !

Les Amis de la Terre France, en partenariat avec le CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement) et Peuples Solidaires/ActionAid France, lancent aujourd'hui le vote public pour l'élection des Prix Pinocchio 2013. Mettant en lumière des cas concrets de violations de droits sociaux et environnementaux par des multinationales nominées, ces Prix sont l'occasion de dénoncer le fossé entre les discours « développement durable » et les actes réels constatés sur le terrain. Au travers des Prix Pinocchio, ces organisations militent pour un encadrement juridique contraignant des activités des multinationales.

Six ans après la première édition des Prix Pinocchio du développement durable, les Amis de la Terre France, en partenariat avec le CRID et Peuples Solidaires, lancent l'édition 2013 et appellent au vote sur www.prix-pinocchio.org. Neuf entreprises sont ainsi nominées dans trois catégories.

Cette année les catégories et nominés sont :

Plus vert que vert : prix décerné à l'entreprise ayant mené la campagne de communication la plus abusive et trompeuse au regard de ses activités réelles. Les nominés sont :

- **Areva** et son musée de la mine Urêka
- **AirFrance** et la compensation carbone à Madagascar
- **BNP Paribas** et la recherche contre changement climatique

Mains sales, poches pleines : prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus opaque au niveau financier (corruption, évasion fiscale, etc.), en termes de lobbying, ou dans sa chaîne d'approvisionnement.

- **Auchan** et l'effondrement de l'usine du Rana Plaza au Bangladesh
- **Apple** et la mine d'étain de Bangka en Indonésie
- **Alstöm** et les grands barrages de Belo Monte et Rio Madeira au Brésil

Une pour tous, tout pour moi ! prix décerné à l'entreprise ayant mené la politique la plus agressive en terme d'appropriation, de surexploitation ou de destruction des ressources naturelles.

- **Total** et les gaz de schiste en Argentine
- **Veolia** et la privatisation de l'eau en Inde
- **Société Générale** et la mine de charbon Alpha Coal en Australie

La mobilisation autour des Prix Pinocchio se déroulera du 15 octobre au 19 novembre, date de la cérémonie de remise publique des Prix (2). Des focus bi-hebdomadaires seront faits afin d'éclairer au mieux chaque cas. Des groupes locaux des Amis de la Terre et de Peuples Solidaires organiseront des actions en région. Un stand est prévu à Paris lors de la Semaine de la solidarité internationale.

Pour en savoir plus, rendez-vous ici : prix-pinocchio.org

Contacts presse :

- Caroline Prak, Les Amis de la Terre France - 01 48 51 18 96 / 06 86 41 53 43 - caroline.prak@amisdelaterre.org
- Fanny Gallois, Peuples Solidaires/ActionAid France - 01 48 58 21 85 / 06 19 89 53 07
- Camille Champeaux, CRID - 01 44 72 89 74 - c.champeaux@crid.asso.fr,





Actu web

Lancement de l'Observatoire des multinationales

L'Observatoire des multinationales annonce le lancement de son site internet, à l'adresse <http://www.multinationales.org>. Ce nouveau site est consacré aux activités des entreprises multinationales françaises partout dans le monde. Il propose des enquêtes originales, une veille informationnelle, et des tableaux de bord sur l'impact social et écologique des grands groupes nationaux.

L'association Alter-médias, qui publie le site indépendant d'information sociale et environnementale Basta ! (www.bastamag.org), est à l'origine de ce nouveau projet. L'Observatoire des multinationales s'inscrit dans la continuité du travail d'investigation mené par les journalistes de Basta! sur les pratiques des grands groupes partout dans le monde, et sur leur impact social et environnemental.

« Dans nos sociétés, le rapport de forces entre les grandes entreprises multinationales, d'un côté, et de l'autre les simples citoyens et salariés, est très déséquilibré, et cela se retrouve au niveau de l'accès à l'information, des moyens de communication et des relais médiatiques. », explique Ivan du Roy, délégué général d'Alter-médias et co-fondateur de Basta ! et de l'Observatoire des multinationales. « Le point de vue des communautés affectées et des travailleurs, en France et plus encore à l'étranger, est marginalisé. L'objectif est de corriger ce déséquilibre. Il existe des initiatives similaires à cet Observatoire dans de nombreux pays européens, mais cela manquait en France. »

OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

Veolia en Inde, GDF-Suez au Brésil

Pour le lancement de l'Observatoire sont dévoilées deux enquêtes originales portant sur les activités de grands groupes français à l'étranger.

- La première de ces enquêtes est consacrée aux nouvelles implantations de Veolia en Inde, dans le secteur de l'eau, en particulier dans les villes de Nagpur et de Delhi. Ces contrats ont été présentés par l'entreprise et par la presse économique française comme un succès retentissant. Dans le même temps, la gestion privée de l'eau se trouvait de plus en plus critiquée par les citoyens et les élus locaux. Retards et scandales financiers se sont accumulés.

- La seconde enquête revient en détail sur l'histoire du barrage de Jirau, construit par GDF-Suez en Amazonie brésilienne. Le groupe énergétique français cherche aujourd'hui à le présenter comme un modèle de développement durable, alors que son impact environnemental reste chaudement contesté. Le chantier a entraîné des bouleversements sociaux considérables dans toute la région, des émeutes violemment réprimées parmi les ouvriers, et le déplacement de tribus indigènes en isolement volontaire.

« Malheureusement, ces enquêtes montrent que la communication des entreprises ne présente jamais qu'une image partielle de la réalité. », souligne Olivier Petitjean, co-fondateur et éditeur du site. « Or, cette communication constitue souvent la seule source des articles de presse et même du travail de certaines ONG. Les initiatives et les programmes de 'responsabilité sociale des entreprises' (RSE) se sont multipliés, mais pour ne pas simplement se payer de mots, il faut aller regarder la réalité du terrain. »

Contact : Olivier Petitjean et Ivan du Roy - observatoire@multinationales.org - 09 52 83 22 46



Actu des membres

CCFD - Terre Solidaire

Concours Chante ta planète ! – édition 2014

Le concours Chante ta planète est une initiative d'éducation à la solidarité internationale destinée aux jeunes de 11 à 18 ans organisée par le CCFD-Terre Solidaire. L'an dernier les lauréats du concours ont gagné un voyage en Bosnie afin de revenir sur la guerre en Bosnie, et éclairer les difficultés que rencontre la nouvelle génération bosnienne pour réapprendre à vivre ensemble. Cette année les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 15 décembre, et sont ouvertes à des groupes de jeunes de 11 à 18 ans, composés de 3 à 5 personnes.

Pour en savoir plus sur le concours : www.bougetaplanete.org/Chante-ta-planete

Pour vous inscrire au concours : www.bougetaplanete.org/spip.php?page=ctpok
Pour visiter le site internet des lauréats 2013 : <http://lesjeunesdedemain.wix.com/une-generation>

Survie

Ouattara-Moscovici : la diplomatie du tiroir-caisse

Moins d'un an après sa signature, le Contrat de désendettement et de développement (C2D) de la Côte d'Ivoire est l'objet d'importantes tensions. Pour l'AFD, la démarche C2D est une « procédure d'annulation des créances d'Aide Publique au Développement pour les pays pauvres très endettés », pourtant, le 7 septembre dernier Alassane Ouattara Ouattara a sollicité auprès de son homologue l'abandon de la dette extérieure ivoirienne. Pourquoi ? Le dispositif prévoit qu'après chaque échéance, le montant remboursé par la Côte d'Ivoire fasse le trajet en sens inverse, sous forme de « don », pour financer des projets co-décidés par la France et la Côte d'Ivoire. Cela étant dit, l'AFD a un droit de veto sur ces projets, ce qui pose problème étant donné qu'elle a tendance à confondre objectifs de croissance économique et lutte contre la pauvreté.

Ligue des Droits de l'Homme

Université d'automne « Europe : quelles sorties de crises ? »

Lors de son université d'automne, La LDH se penche sur des questions en lien avec les évolutions de nos sociétés. En 2013, cette université aura lieu les 23 et 24 novembre à Paris, sur le thème : « Europe : quelles sorties de crises ? ». L'Europe inquiète. Les choix des politiques économiques et sociales font perdurer voire augmenter le chômage, l'exclusion sociale, les inégalités territoriales. L'intégration européenne est devenue un repoussoir qui encourage les replis identitaires. Mais l'Europe de justice, de paix et de fraternité, l'Europe qui reste à construire, doit être l'enjeu des prochaines élections européennes. La LDH vous invite donc à son Université 2013 pour débattre de ces questions et mobiliser les citoyens, pendant qu'il en est encore temps.

Programme et bulletin d'inscription : www.ldh-france.org/IMG/pdf/plaquette_universite_d_automne_ldh_-_europe_quelles_sorties_de_crisis_-_paris_23-24_novembre_2013.pdf

Sherpa

Demande de renégociation de la convention d'exploitation d'uranium entre le Niger et Areva

En 2009, deux accords portant sur la création d'observatoires de la santé dans les pays d'implantations du groupe Areva ainsi que sur l'indemnisation pour maladies professionnelles avaient été signés. En décembre 2012, malgré la mise en place de ces observatoires, Sherpa décide en concertation avec ses partenaires nigériens et gabonais de dénoncer ces accords, réduits à une simple opération d'affichage. Sherpa appelle donc le groupe Areva, dont le comportement ne cesse d'alimenter l'incompréhension des populations locales, à apporter des réponses concrètes et immédiates aux attentes de la société civile nigérienne.

Terre des Hommes France

Les États, tant en Europe qu'en Amérique latine, continuent d'échouer en matière d'éradication de la violence et des assassinats de femmes

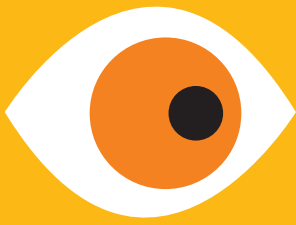
Le 16 Octobre 2013, les réseaux de la société civile européenne CIFCA et Grupo Sur (dont Terre des Hommes France est membre), ainsi que la Fondation Heinrich Böll, ont lancé une campagne qui vise à donner de la visibilité au phénomène du féminicide en Amérique Latine et en Europe, à mettre fin à l'impunité qui l'accompagne et à demander aux gouvernements qu'ils ratifient les conventions internationales, développent des politiques qui protègent les droits des femmes et assurent un accès effectif à la justice.

Visionner la vidéo «Regard sur le Féminicide en Amérique latine et en Europe» sur : www.terredeshommes.fr

Le Mouvement de la Paix

Un Nobel pour le désarmement

En attribuant le prix Nobel de la paix à l'Organisation pour l'interdiction des Armes Chimiques (OIAC), le comité norvégien met en résonance l'actualité de la guerre, la nature inhumaine des armes que le progrès technique a permis d'élaborer et l'âpreté de la tâche des membres de cette organisation qui a plus de 15 ans maintenant. En effet, malgré ces longues années de contrôle et d'interdiction, le monde n'est pas encore débarrassé des armes chimiques. Cependant, le Mouvement de la Paix se félicite de constater que l'aspiration à la paix partagée par tant d'hommes et de femmes passe inmanquablement par la destruction des armes. Ce prix Nobel 2013 témoigne de l'importance de la détermination de personnes et communautés pour pacifier le monde.



**PEUPLES
SOLIDAIRES**
actionaid

Portrait

Peuples Solidaires

Trois questions à ...

Vincent Brossel, Directeur Général

1/ Qu'est-ce qui a conduit à la création de Peuples Solidaire ?

En 1971, la 3^{ème} guerre indo-pakistanaise provoque l'afflux de millions de réfugiés en Inde. L'abbé Pierre lance un appel aux communes de France pour qu'elles créent des jumelages avec les camps de réfugiés : l'Union des comités de jumelage coopération voit le jour. Cette union se pérennise et devient l'Union des comités pour le développement des peuples car pour ses membres, les relations directes entre les peuples, de communautés à communautés, sont une des clés du développement.

En 1974, un autre mouvement est lancé : le Mouvement 1% Tiers-Monde. « 1% » car ses membres s'engagent à reverser ce pourcentage de leurs revenus à des projets de développement. Un chiffre qui n'a pas été choisi au hasard : l'ONU demandait aux pays riches de consacrer 1% de leur PIB à l'aide publique au développement, ce dont ils se montraient incapables.

En 1983, ces deux mouvements fusionnent : c'est la naissance de Peuples Solidaires. Depuis 30 ans, les groupes locaux font vivre cette relation directe en soutenant des projets de développement principalement en Afrique. Et la fédération mène des campagnes pour faire respecter les droits.

Dernière mutation en date : notre engagement au sein de l'organisation internationale ActionAid, présente dans plus de 40 pays et dont le siège est en Afrique du Sud.

2/ Quels sont vos projets en cours ?

Notre stratégie 2012-2017 définit trois priorités : défendre la souveraineté alimentaire, faire avancer la dignité au travail, agir pour les droits des femmes.

Concrètement, Peuples Solidaires appuie celles et ceux qui luttent pour ces droits dans les pays du Sud à travers un large panel d'actions.

Les plus connues du public, nos Appels Urgents, mobilisent des dizaines de milliers de citoyens pour faire pression sur des entreprises et des gouvernements qui violent les droits économiques et sociaux. Il s'agit de situations très concrètes : conditions de travail des ouvrières du textile au Bangladesh, répression syndicale dans une plantation de bananes du Costa Rica, accaparement de terres dans une région du Kenya... Dans tous les cas, la demande émane d'organisations locales qui ont besoin de nous pour faire entendre leur voix.

Nous menons aussi des campagnes sur les conditions de travail dans l'industrie du jouet, dans l'électronique, dans la filière agroalimentaire ou encore la lutte contre les accaparements de terre. Dans tous les cas, nos leviers d'action reposent sur le soutien à des organisations partenaires, la sensibilisation et la mobilisation du public, l'information des médias, le plaidoyer auprès des « décideurs ». Grâce à nos 65 groupes locaux, nous pouvons agir du local à l'international.

3/ Comment vous inscrivez-vous dans le mouvement de solidarité internationale, notamment au sein du CRID ?

Etant membre fondateur du Crid, l'action collective fait partie de notre ADN ! Avec d'autres, Peuples Solidaires a ainsi lancé Afrique verte, Max Havelaar France, Altermondes, Solidar'Monde... Aujourd'hui, nous nous investissons dans la Semaine de la solidarité internationale ou l'Université d'été et ne manquons aucun Forum social mondial. Résolument Altermondialistes, nous avons la préoccupation de travailler avec d'autres acteurs de la société civile, en particulier les syndicats.

Peuples Solidaires
2bis rue Jules Ferry
93100 MONTREUIL
Tél : 01 48 58 21 85
www.peuples-solidaires.org

- 65 groupes locaux
- 300 adhérents individuels
- 80 000 signataires
- 12 salariés



Débat

Voir aussi :

Outil pédagogique de décryptage du rapport du GIEC (produit par le RAC - Réseau Action Climat) :

<http://leclimatchange.fr/>

Comment reconnaître un climatosceptique en 7 contre-vérités (par Sophie Chapelle) :

www.bastamag.net/article3339.html

La bombe climatique cachée dans le rapport du GIEC (par Benjamin Dessus) :

<http://www.reporterre.net/spip.php?article4789>

L'impact désastreux du changement climatique sur la sécurité alimentaire mondiale :

www.oxfamfrance.org/spip.php?page=article_popup&id_article=1768

Géo-ingénierie, scientifiques, milliardaires et militaires s'allient pour manipuler l'atmosphère (par Sophie Chapelle) :

www.bastamag.net/article3404.html

5e rapport du GIEC

Article d'Ana Hours paru sur le site de 4D

Vendredi 27 septembre ont abouti les négociations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) concernant le premier volet de son cinquième rapport, soit l'état de la science sur les changements climatiques. Ce rapport est à la fois un objet scientifique, qui servira de base pour la recherche sur le climat dans les années à venir, et bien évidemment politique, puisque les scénarios présentés fixent un cadre pour les négociations internationales à venir.

Comme l'explique la climatologue Valérie Masson Delmotte, une des 800 scientifiques membres du GIEC, dans un entretien au Point, cette synthèse est le fruit d'une rencontre décisive entre le monde scientifique et technique. La négociation ne porte pas sur les résultats mais sur la façon de les faire entendre : « *Nous, scientifiques, travaillons sur le climat de la planète, mais eux [assemblée des délégués des différents pays] représentent la planète humaine. Le fait que le document soit approuvé par des pays aussi différents que l'Allemagne, l'Arabie saoudite, le Brésil et la Chine est un véritable atout pour les discussions entre États.* »

Une affaire de probabilités...

Quoi de neuf sous le soleil, depuis la synthèse de 2007 ? Essentiellement l'accentuation des tendances et le renforcement du degré de fiabilité des résultats. Sur les températures d'abord, comme le relève Stéphane Foucart du Monde. Le caractère anthropique du réchauffement passe en effet dans la catégorie « extrêmement probable » selon le jargon du GIEC (soit probable à plus de 95%, contre 90% en 2007), faisant des trois dernières décennies les plus chaudes depuis 1 400 ans. On est très loin du scoop mais il reste important pour le GIEC d'établir la responsabilité humaine dans le réchauffement planétaire tant cet aspect est au cœur de la bataille idéologique. Les prévisions confirment une élévation de température comprise entre 0,3 °C et 4,8 °C pour la période 2081-2100, par rapport à celle de 1986-2005. Il est également jugé très probable que l'augmentation de la fréquence des événements extrêmes soit imputable à l'activité humaine.

Très probables également l'accélération de la fonte des neiges et des glaciers et la montée du niveau des eaux. Du coup, c'est sur les prévisions du niveau des mers futur que les résultats varient le plus depuis le dernier rapport. En effet, celui-ci n'intégrait pas les pertes de glace de l'Antarctique et du Groenland. Dans le scénario le plus noir, l'élévation moyenne s'élève à 98 cm, toujours sur les mêmes périodes de référence.

Pour lire la suite : <http://www.association4d.org/?p=834>



Publications

UJFP - Union Juive Française pour la Paix

Le livre noir de l'occupation israélienne – les soldats racontent



www.ujfp.org

Un document choc, un « pavé dans la mare », une publication qui lève le voile sur les pratiques de l'armée israélienne dans les Territoires occupés. Le lecteur se trouve immergé dans le discours ordinaire des soldats israéliens, avec eux « sur le terrain », lors de fouilles, d'interventions dramatiques, d'opérations de veille, d'intimidation, d'arrestations. Un quotidien brutal, fait de tensions permanentes où les limites morales de chacun sont mises à l'épreuve. Plus d'une centaine de témoignages des soldats israéliens, bruts et sans complaisance, sont ici rassemblés. Recueillis par des vétérans de l'armée réunis au sein de l'organisation Breaking the Silence, puis croisés et vérifiés méticuleusement (grâce à d'autres témoins ou dans les archives d'ONG présentes sur place), ils révèlent le quotidien des soldats israéliens dans les Territoires occupés. Mais au-delà, ils renseignent sur le mode opératoire des forces israéliennes, voire sur la logique sous-jacente des opérations militaires du pays. Une logique qui a de lourdes conséquences pour les civils palestiniens, bien sûr, mais également pour ces jeunes soldats. Réveiller un village en pleine nuit à coups de grenades pour faire régner la terreur ; démolir des maisons en prenant prétexte de chercher des armes qui ne s'y trouvent pas ; passer à tabac des prisonniers menottés ; avoir pour ordre de tuer les enfants qui jettent des pierres aux soldats ; appliquer la « procédure de voisinage » qui consiste à faire appel à un « voisin » (palestinien) pour manipuler un objet suspect et éviter d'avoir à le faire soi-même ; ligoter un palestinien à un capot de voiture pour ne pas recevoir de jet de pierres en patrouillant dans un village ; tuer et être félicité, voire classé en fonction de ces « performances »... Voilà un échantillon des récits des soldats. D'aucuns sont exaltés, galvanisés par la situation, certains refoulent, et d'autres n'arrivent plus à vivre avec...

ATD Quart-Monde

En finir avec les idées reçues sur la pauvreté



www.atd-quartmonde.fr

Découvrez «En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté». Un livre recensant plus de 80 idées reçues décortiquées. Un outil indispensable pour les personnes qui recherchent des informations argumentées pour défendre leurs convictions. L'objectif ? Rappeler que les personnes en situation de pauvreté subissent une double peine. Celle, évidente, de leur condition économique. Mais une autre, plus insidieuse, qui mérite d'être dénoncée : la stigmatisation permanente à laquelle elles sont confrontées. Combattre la pauvreté, c'est donc d'abord combattre nos préjugés.

Le livre aborde donc plus de 80 idées reçues sur des sujets aussi larges que la fraude, l'immigration, les minima sociaux, l'emploi, le placement d'enfants... Il s'adresse à tous les citoyens curieux, en quête d'informations simples et précises sur le sujet.

Vous trouverez ce livre en librairie, pour 5 euros seulement !



Agenda

Le 30 octobre / Paris

Un pont entre l'est et l'ouest : L'UIE, Le pari étudiant

citedesmemoiresetudiantes.org/Docs/INVITATION%20CONFERENCE%2030%20OCTO-BRE%202013.pdf

Le 30 octobre / Paris

Ciné débat « Taste the waste »

www.demosphere.eu/rv/28478

Tout novembre

Festival cinéma et droits humain, 4ème édition

www.cinema-droits-humains.org/

Le 2 novembre / Paris

Présentation du livre « Changer l'Europe » des Economistes Atterés

www.editionslesliensquilibrent.fr

Le 4 novembre / Paris

Mobilisation pour le retour de Katchit et Léonarda

www.educationsansfrontieres.org

Le 5 novembre / Paris

Exposé débat « Les effets des ondes sur nos enfants »

www.santepublique-editions.fr

Le 7 novembre / Paris

Conférence débat des Economistes Atterés: « Mettre en oeuvre la transition écologique »

www.atterres.org

Le 8 novembre / Sainte Geneviève des Bois

Projection débat « Zambie, à qui profite le cuivre ? »

www.moisdudoc.com

Le 9 novembre / Paris

Projection débat « Etat commun, conversation potentielle »

www.ujfp.org

Le 12 novembre / Paris

Projection de France Amérique Latine : « Derrière les collines »

www.cl-aligre.org

Le 16 novembre / Paris

Journée de réflexion sur :

« le logement au coeur de la crise »

www.ldh-france.org

Le 16 novembre / Versailles

Rencontre avec Claire Rodier « xénophobie business »

www.demosphere.eu/rv/27649

Du 15 novembre au 1er décembre

Festival Migrant'scène

www.migrantscene.org/minisites/Migrantscene

Du 15 au 17 novembre / Amsterdam

Global Uprisings : The Stories, Ideas and Future of Uprisings around the World

globaluprisings.org

Du 16 au 24 novembre / Paris

Semaines de la Solidarité Internationale

www.lasemaine.org

Du 20 au 25 novembre / Paris

11ème Festival de cinéma d'ATTAC

local.attac.org/images-mouvementees/

Le 21 novembre / Paris

Projection et débat « Les larmes de l'émigration »

www.cedidelp.org

Le 22 novembre / Clamart

Soirée-débat : la Responsabilité Sociale des Entreprises

local.attac.org/attac92clamart

Le CRID

14, passage Dubail, 75010 Paris.

Contact : 01 44 72 07 71

contact@crid.asso.fr

www.crid.asso.fr

Comité de rédaction :

Nathalie Péré-Marzano, David Eloy,

Bernard Salamand

et Camille Champeaux.

Conception graphique :

Émilie Chéron

